QUATRIÈME ANNÉE, N° 15 — QUINZE CENTIMES — DU 6 AU 12 AOUT 1898

LES TEMPS NOUVEAUX

POUR LA FRANCE

Un An . . . . . Fr. 6 »
Six Mois . . . . . — 3 »
Trois Mois . . . . . — 1 50

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe.

Ex-journal LA RÉVOLTE

Paraissant tous les Samedis

AVEC UN SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

POUR L'EXTÉRIEUR

Un An . . . . . Fr. 8 »
Six Mois . . . . . — 4 »
Trois Mois . . . . . — 2 »

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

A NOS LECTEURS

Ce numéro, vendu exceptionnellement 15 centimes, *doit être accompagné de notre image coloriée :* **Chauvinard.**

LA FIN DES BISMARCKS

La disparition de Bismarck n'a d'intérêt qu'au point de vue historique; le monde auquel il appartenait ne tardera pas à le suivre dans la tombe et n'aura pas le temps de lui trouver un successeur, car celui qui prend la place du grand homme c'est ce grand anonyme, le socialisme. L'ère des héros est passée ; ils croissaient, parasites monstrueux, sur le corps des foules qu'ils épuisaient de sang et d'énergie.

Les peuples atteints d'autoritarisme ont de tels abcès : Alexandre, César, Cromwell, Napoléon, Bismarck, ou ces pustules : Stamboulof, Crispi, Canovas, Dupuy, etc. Une bonne hygiène libertaire en évitera sûrement le retour et préparera la guérison définitive.

L'excellence du traitement commence à se divulguer.

C'est un progrès parallèle à celui des sciences en général.

Le point de départ fut la découverte des infiniment petits, de l'importance du travail cellulaire ; on s'est aperçu que l'œuvre des multitudes était seule douée de vie, de fécondité et de durée. L'univers entier devenait, aux yeux des savants, la production, la création des atomes et des monères : Dieu devint une hypothèse inutile.

De même que le monde est formé d'astres, la montagne de cailloux, les plages de grains de sable, les mers de gouttelettes d'eau, les plantes et les animaux de cellules, le son de milliers de petits bruits, etc., les peuples sont aussi composés d'individus.

La vie d'un peuple est la résultante des vies individuelles, unies, groupées, associées, en continuelles transformations, selon les ressorts internes des appétences, des affinités, des désirs, etc.

Pas plus que la vie des mondes, la vie des peuples n'a besoin d'être gouvernée; c'est pourquoi la science ne veut reconnaître ni dieu ni maître : découverte que le simple raisonnement, devançant la science, avait indiquée aux penseurs.

Les conducteurs de peuple, les grands législateurs, les hommes de guerre, les hommes d'Etat ont détourné et accaparé l'attention des historiens et des philosophes; ceux-ci les ont rendus responsables des événements par la même aberration qui fit attribuer à une divinité l'évolution cosmique.

La fausseté de l'ancienne méthode historique est constatable aujourd'hui si on examine les faits actuels et comment les événements se jouent des hommes et déjouent leurs combinaisons; la multitude des éléments qui concourent au résultat rend inutiles la prévision et la volonté de quelques-uns.

Il en fut toujours de même. Le parasitisme politique où les personnalités s'hypertrophient facilement a été aussi un facteur, mais un des moindres de l'évolution humaine; il a surtout été un frein, un obstacle, un mal. Il n'eut d'important que l'importance qu'on lui supposait. Tout le talent d'un Richelieu ou d'un Bismarck c'est de venir à son heure, de saisir l'occasion, de profiter des circonstances, d'être poussés par les événements et servis par le dévouement et l'ignorance des hommes.

Il n'y aura plus de place pour les grands de cette espèce dans l'humanité future; déjà disparaît et se meurt le milieu qui les produisait.

LUDOVIC MALQUIN.

LA GRÈVE GÉNÉRALE A GENÈVE

Le fossé qui sépare les exploiteurs des exploités vient de s'élargir. Pour la première fois, Genève a vu plus de 4.000 ouvriers du bâtiment se déclarer en grève comme un seul homme — non pour leurs intérêts corporatifs, mais simplement pour se solidariser avec une corporation, celle des menuisiers-charpentiers qui compte 600 membres, et à laquelle les patrons refusent de reconnaître la fixation à 55 centimes comme prix de l'heure exigible en cas de contestation devant les tribunaux.

Ignorants de la marche des idées dans les groupements ouvriers, les possédants niaient la possibilité d'une grève générale. « Jamais, disaient-ils, les ouvriers maçons, italiens pour la plupart, ne se mettront en grève pour une réclamation qui ne les concerne point. »

Aussi, si grand a été leur émoi qu'ils se sont départis des précautions oratoires à eux habituelles, chacun a pu les voir tels qu'ils sont; avec des cris de pie, ils ont requis des mesures d'état de siège parce que ceux qui avaient le nombre et la solidité du bras se contentaient d'aller, de chantier en chantier, huer les faux frères continuant le travail abandonné. Un ou deux chars de planches renversés et quelques pierres lancées sur des détachements de gendarmes qui empêchaient les grévistes de sortir les Judas travaillant dans les ateliers en grève, et cela a suffi.

Enchanté de prouver sa docilité aux injonctions de ceux qui possèdent — et ils lui en sauront gré, — le conseil d'Etat radical-socialiste a levé des troupes : deux bataillons, dont les effectifs étaient fort réduits, beaucoup d'hommes n'ayant pas répondu à l'appel, M. Sigg est de ce nombre ; la cavalerie, toute composée de propriétaires, était presque au complet.

Comme toujours, les élus socialistes ont été ce qu'ils doivent être, ils se sont tenus cois, et le plus haut juché est celui dont la conduite a été la plus lamentable : non content d'implorer auprès des ouvriers la cessation de la grève « pour lui », pour qu'il digère en paix son assiette au beurre, il a signé un menaçant placard officiel à l'adresse de ceux qui l'ont hissé au fauteuil gouvernemental, puis il s'est sauvé à Neuchâtel banqueter patriotiquement, pendant que les portes des prisons se refermaient sur les ouvriers les plus en vue et que d'autres grévistes et non grévistes, parmi lesquels des socialistes-légalitaires, et simples républicains échappés de Milan, étaient atteints par des arrêtés d'expulsion !

M. Sigg est le seul élu socialiste qui, pendant la grève, ait agi honorablement; un renseignement juridique exact donné aux grévistes lui a valu les trépignements rageurs avec lesquels les conservateurs ont protesté contre sa conduite. Et messieurs les conseillers débitaient des clichés de cantine, avalaient force rasades — car si les élus se moquent des ouvriers, ils ne se moquent pas d'un vin tel que le Cortaillod — et, toujours à table, se remplissaient à bouche que veux-tu, alors que, dans les prisons, leurs victimes ensanglantées gisaient sur un grabat de douleur !

Je ne puis parler de tous les ouvriers — et ils sont nombreux — auxquels le pouvoir radical-socialiste fait endosser les responsabilités de la grève, mais il est un martyr qu'il faut citer : c'est Bérard ; Bérard, un convaincu et un désintéressé, qui a la tête fendue, des lésions internes, et un œil dont il ne pourra vraisemblablement plus se servir.

Comme il est matériellement impossible — les ouvriers devraient le comprendre — de mettre en prison 5.000 hommes, il faut aux possédants des boucs émissaires; leurs journaux s'en font les pourvoyeurs, le métier d'indicateur de police ne leur répugne point et, lorsque le trac les talonne, ils prouvent bien vite que la légalité dont ils se réclament n'est que l'emploi de la force dont elle est issue. Contre toute légalité, Bérard a été arrêté à 2 h. 1/2 du matin : cinq policiers ont enfoncé sa porte et violé son domicile ; Bérard, qui cette nuit-là était souffrant, a défendu l'accès de sa demeure avec un revolver; simultanément les policiers ont tiré sur Bérard, et tandis que leurs balles à chemise de cuivre le blessaient dangereusement, celles tirées à leur adresse s'amortissaient sur les parois de l'appar-

Source gallica.bnf.fr / CODHOS

tement, sans toucher aucun des cinq individus.

Bérard fut terrassé, roué de coups et pendant que, couvert de sang, il était étendu sur le plancher, un des policiers lui tira encore un coup de revolver ; puis tout ce qui parut de bonne prise aux « braves soutiens de l'ordre » fut raflé par eux.

Les feuilles bourgeoises cherchent à salir Bérard, comme elles cherchent à salir tous ceux auxquels elles supposent quelque parcelle d'influence sur leurs camarades ouvriers ; elles voudraient faire croire que Bérard touchait quinze francs d'un comité révolutionnaire — elles ne mentionnent pas lequel et pour cause ! A cette calomnie lancée contre un homme emprisonné et dangereusement blessé, la corporation des menuisiers-charpentiers, à laquelle appartient Bérard, a répondu immédiatement en allouant cinq francs par jour à la femme de leur collègue, pendant le temps de son incarcération.

Pour couronner l'œuvre bourgeoise, des listes de « souscription en faveur des corps de police » sont déposées dans les bureaux des journaux bourgeois : on assure que le policier qui a tiré sur Bérard inanimé recevra de ces pieuses officines une prime spéciale.

Malgré les coups de tam-tam, la souscription végète. Parmi ceux auxquels elle s'adresse, beaucoup affirment qu'étant donnés les moyens avec lesquels s'alimentent les poches des gendarmes, il n'y a pas lieu de leur distribuer encore de l'argent. En effet, les sommes dérobées (lire « le coup des pièces de monnaie » dans le *Peuple de Genève*) n'ont jamais été restituées par les gendarmes aux ouvriers maçons italiens qui travaillaient à la démolition des maisons de la rue des Corps-Saints appartenant à la Caisse d'épargne. Qui sait si les cruautés des hirondelles de potence à l'égard des grévistes n'ont pas un lien intime — on l'a dit — avec cette malpropre affaire ? Le *Journal de Genève*, toujours si prodigue de fielleuses provocations adressées aux ouvriers, son confrère le *Genevois* le reconnaît, s'est bien gardé de dire un mot au sujet des sommes dérobées aux ouvriers et aux déposants de la Caisse d'épargne.

Sauf les parqueteurs qui continuent la grève, les ouvriers qui n'ont pas quitté Genève ont repris le travail ; mais bien sot serait celui qui envisagerait la situation d'aujourd'hui identique à celle d'avant la grève.

L'objectif de la grève n'a été que partiellement atteint, la concession obtenue n'est nullement un succès ; mais les résultats de la grève ont une importance significative. Preuve est encore faite de ce qu'il faut attendre des élus socialistes, puis cette grève générale prouve que la solidarité ouvrière n'est pas un vain mot.

Sans aucune part d'influence personnelle sur les solutions économiques, l'ouvrier ne doit compter que sur les effets de cette solidarité, et dans la solidarité de toutes les corporations ouvrières appartient l'avenir.

X...

PAGES D'HISTOIRE SOCIALISTE

L'INTERNATIONALE, SES PRÉCURSEURS ET L'ANARCHISME

(*Suite*) (1)

IV

L'esclavage industriel et le mouvement ouvrier.

L'industrie moderne fut inaugurée en Angleterre et l'ouvrier anglais subit le premier le sort de l'esclave écrasé par un travail de seize et souvent de dix-huit heures par jour avec un salaire à peine suffisant pour se nourrir de pain et de *porridge* (soupe épaisse d'avoine). C'est surtout les femmes et les enfants qui ont été les victimes du nouveau mode de production et d'exploitation du travail humain. La fabrique à vapeur qui se créa vers la fin du dernier siècle était un vrai bagne, au sens exact du mot. Seulement les détenus étaient des enfants innocents, âgés de cinq et de six ans.

Déjà en 1795, le docteur Aikin, de Manchester, constatait que dans les fabriques « on employait des enfants ramassés partout, et souvent des centaines de mille, séparés de leurs parents. Transportés en masse dans les fabriques, ils étaient enfermés le jour dans des casernes sales et dépourvues de meubles et des moindres commodités. On les divisait en deux parties : l'une travaillait quand l'autre dormait. Réveillés par les coups de leurs surveillants, les pauvres enfants cédaient leurs places à ceux qui venaient de finir leur travail de seize et de dix-huit heures ! Et toute leur vie se partageait entre la fabrique, où ils travaillaient sous les coups de fouet de geôliers cruels, et leur dortoir, prison où on les *enfermait* pour six ou sept heures de repos. »

M. H. Gibbins, dans son ouvrage *English Social Reformers* (1892), nous donne une description navrante de cet esclavage, constaté par les commissions d'enquête parlementaire et par des centaines de témoins de l'époque.

« Les fabricants s'entendaient avec les inspecteurs de l'administration pour la protection des pauvres, pour un nombre voulu d'enfants, et, le jour fixé d'avance, on faisait l'inspection et le choix des futures apprenties... Souvent le contrat ne se faisait pas directement avec le fabricant, mais avec un entrepreneur intermédiaire, et si ce dernier n'avait pas vendu d'avance ses esclaves blancs, ceux-ci étaient emprisonnés dans des caves, à Manchester ou ailleurs, jusqu'à ce que quelque fabricant se présentât pour en acheter. Une fois dans la fabrique, l'esclavage de ces malheureux devenait perpétuel... Ils étaient nourris, ou plutôt torturés par la faim, et il leur arrivait souvent de disputer leur nourriture aux cochons de leur patron. Ils travaillaient seize et dix-huit heures et *même plus*... Quelquefois ils essayaient de se sauver... Rattrapés et ramenés à la fabrique, on les enchaînait ; on enchaînait même les jeunes filles soupçonnées d'avoir l'intention de s'évader. Elles portaient leurs chaînes pendant le travail, elles les portaient jour et nuit. Cruelles étaient leurs punitions pour la moindre faute pendant le travail. Souvent la punition n'était suspendue que par la mort de la victime. » — « Dans toutes les branches de l'industrie nous rencontrons les mêmes conditions horribles. Chez les couteliers, à Sheffield, chez les potiers, dans les fabriques de Lancashire et Yorkshire, l'esclavage, la cruauté, le vice et l'ignorance régnèrent sans frein ». — « On constata, en 1842, qu'une grande partie des mineurs engagés dans les travaux souterrains avaient moins de treize ans, et beaucoup d'entre eux avaient commencé à travailler à l'âge de huit, quelques-uns à cinq et même quatre ans... Souvent ils restaient dans les mines la semaine entière, ne montant au jour que le dimanche. Les femmes, les jeunes filles et les garçons transportaient le charbon dans de petits wagonnets, en rampant sur les genoux dans des couloirs étroits et humides. Les enfants travaillaient comme les animaux, ils étaient harnachés régulièrement avec des courroies. Epuisés, abattus, ces malheureux travaillaient souvent trente-six heures sans interruption. Les mineurs travaillaient tout nus, assistés par des jeunes filles et des jeunes femmes elles-mêmes aussi presque nues, car elles ne portaient qu'une sorte de caleçon. »

Cet esclavage atroce exista pendant tout un demi-siècle. Il fallut l'agitation et le travail d'une génération d'hommes courageux et dévoués à la cause populaire pour arrêter son développement menaçant. Heureusement les hommes honnêtes de différentes conditions sociales élevèrent leur voix indignée contre ce péril national. L'ouvrier et l'industriel, le prêtre et le libre penseur, le savant et l'ignorant commencèrent à s'unir pour combattre cette peste sociale. En 1796, un comité d'enquête sur les conditions économiques et d'hygiène des ouvriers fut organisé à Manchester ; des comités et des enquêtes semblables surgirent dans les autres centres industriels ; le Parlement fut saisi de différentes propositions et, en 1802, Robert Peel fait passer *la première loi* réglant le travail des femmes et des enfants. La loi était barbare, car elle fixait la durée du travail à douze heures par jour. Mais c'était un commencement. Des mesures réglementaires se suivirent (1808, 1816, 1819, 1832, 1847, etc.). Comme à l'ordinaire et comme partout, les classes dirigeantes et le gouvernement cédèrent aux réclamations de l'opinion publique, parce que la masse populaire se remuait partout et que les émeutes se succédaient.

Le premier mouvement, connu sous le nom de mouvement des « Luddistes » (1816), se produisit non seulement en Angleterre, mais aussi en Ecosse et en Irlande. Les émeutiers détruisaient les usines et surtout les machines, ces symboles de leur esclavage. La même année eurent lieu des émeutes à Londres (Spa Fields), à Manchester (Blanketeers), à Nottingham ; en 1819, les ouvriers de provinces industrielles se soulevèrent en réclamant la diminution des heures de travail et l'augmentation du salaire. Dans des meetings populaires, à Manchester, le peuple (60.000 hommes et femmes) fut assailli par les troupes et plusieurs centaines de tués et de blessés jonchèrent le sol. Un cri unanime d'indignation retentit de tous côtés. Le grand poète Shelley chanta les victimes, Byron dans son meilleur poème, *Le Jugement de George III*, mit au pilori le vieil idiot couronné.

L'éditeur Richard Carlile (1) fut condamné, la même année, pour son agitation courageuse, à trois ans d'emprisonnement ; sa femme lui succéda, mais elle aussi fut condamnée à deux ans de prison. Libéré, Carlile fut presque immédiatement arrêté de nouveau ; ce fut alors sa sœur qui le remplaça et qui, à son tour, fut condamnée à deux ans de prison. Non moins courageuse et vigoureuse fut l'agitation que menait W. Cobbet, mais surtout les socialistes R. Owen, A. Combe, W. Thompson et beaucoup d'autres.

Et telle fut la pression de l'opinion publique surexcitée que le projet de loi connu sous le nom de loi de Strudge fut adopté par le Parlement (1819) dans sa seconde lecture et rejeté seulement par la Chambre des lords. D'après ce projet, les enfants pauvres devaient recevoir l'éducation industrielle et technique aux frais de l'Etat, qui devait aussi pourvoir à leur entretien complet. Pendant la discussion de cette loi, comme pendant celle de 1817 (2), on a vu quelle immense influence exerçaient sur la société et sur la masse les idées socialistes et surtout la personnalité sympathique de R. Owen. Ricardo, le « scientifique » défenseur du capitalisme, en s'opposant à tous ces projets de réformes, afin de se faire écouter déclara que le premier il était un admirateur de R. Owen et de ses idées nobles et humanitaires... Toutefois il le combattait comme un utopiste. Les « scientifiques » d'aujourd'hui suivent l'exemple de leur précurseur et combattent toute idée socialiste comme utopique.

Malgré les persécutions gouvernementales, malgré l'opposition des lords et des capitalistes, le mouvement se développait de plus en plus, les corps de métiers s'organisaient, les réformateurs et les agitateurs devenaient plus tenaces.

Voir les numéros précédents, depuis le n° 12.

(1) Il ne faut pas confondre avec le grand historien Thomas Karlyle qui, à son tour, défendait les intérêts des opprimés et des exploités dans ses ouvrages si étrangement beaux et spirituels (Voir *Chartisson, Past and Present*, et autres).

(2) Nouvelle loi sur l'entretien des pauvres — A ce propos, le lecteur voit quel mensonge répandent les élèves d'Engels en affirmant que c'était leur maître (né en 1819) qui, le premier, recommanda la législation ouvrière...

1. Chauvinard tire au sort. — **2**. Le jour du départ arrivé, les parents commencent à s'apercevoir que la Mère-Patrie prend plus qu'elle ne donne. — **3**. Chauvinard commence à prendre un avant-goût du troupeau. — **4**. Il s'initie aux intelligentes manœuvres et à la politesse militaire. — **5**. Il s'habitue de plus en plus à être mené en troupeau comme le bétail. — **6**. Et aux longues stations stupides. — **7**. L'État lui sert généreusement la pâtée. — **8**. Mais la cantine est là pour aider à l'abrutissement. — **9**. Aux colonies, il est un héros! — **10**. Mais le nègre est un animal méchant qui, parfois, se défend. — **11**. Sa maigre pension étant insuffisante, il mendie. — **12**. Les gendarmes l'arrêtent. — **13**. Emprisonné, il commence à comprendre que l'organisation sociale ne profite aux uns qu'au détriment des autres.

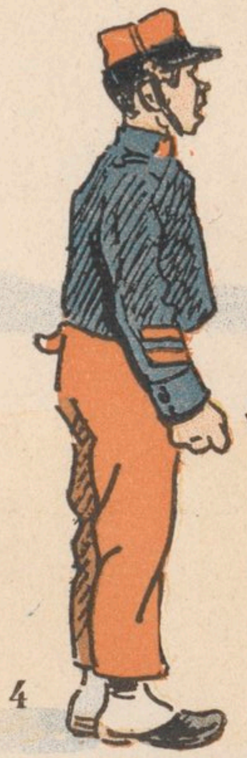
J. GRAVE, Imprimeur-Éditeur, 140, rue Mouffetard, Paris.

CHAUVINARD

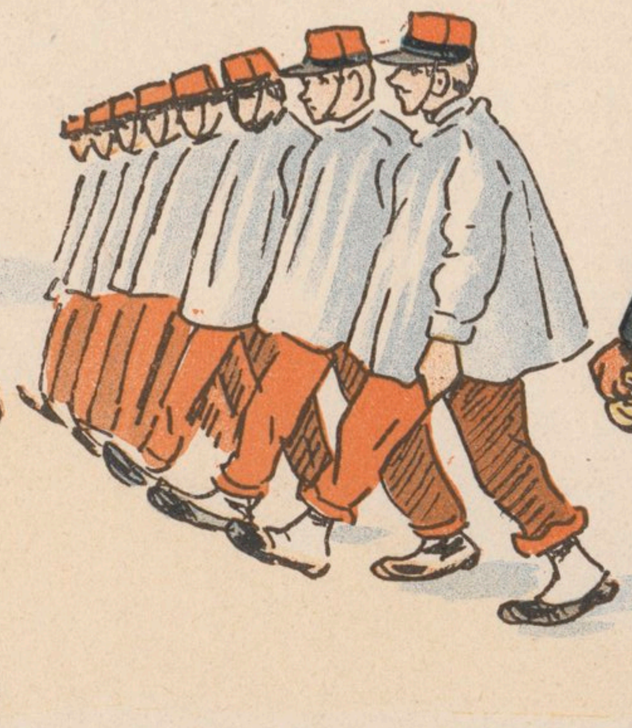
1

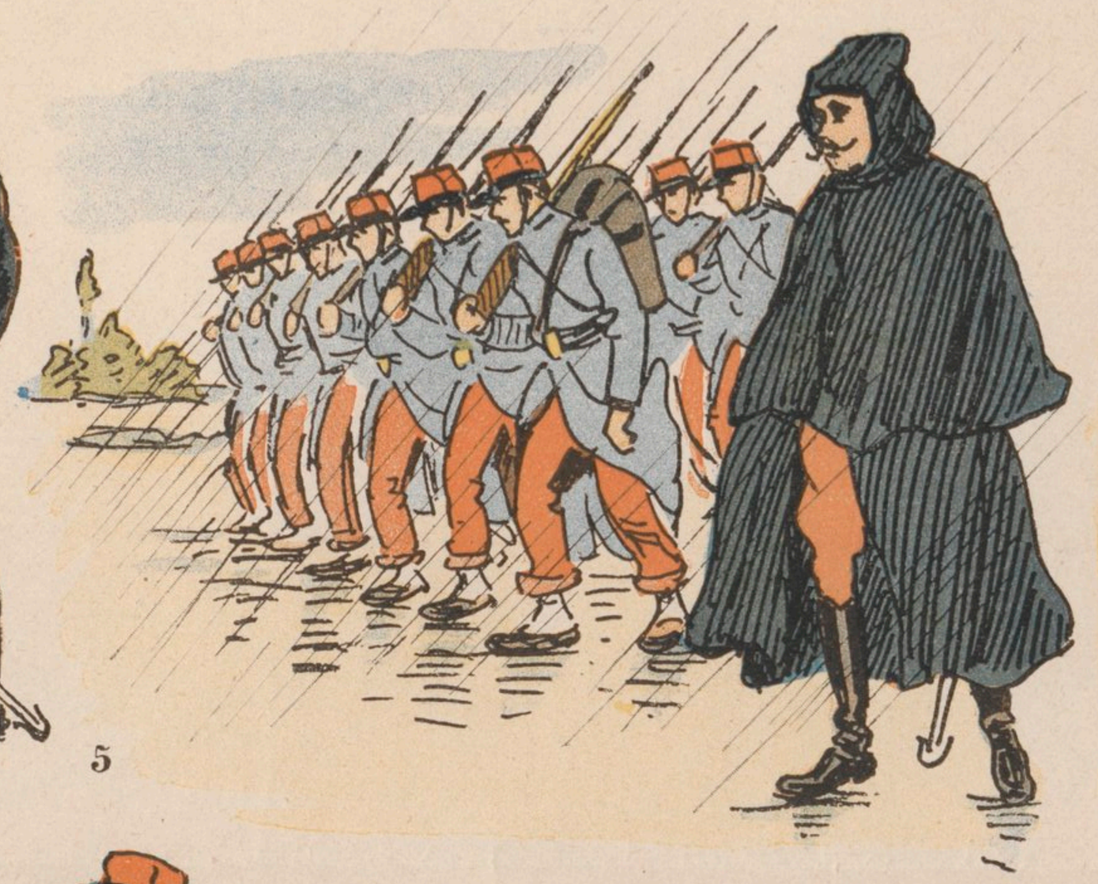
2

3

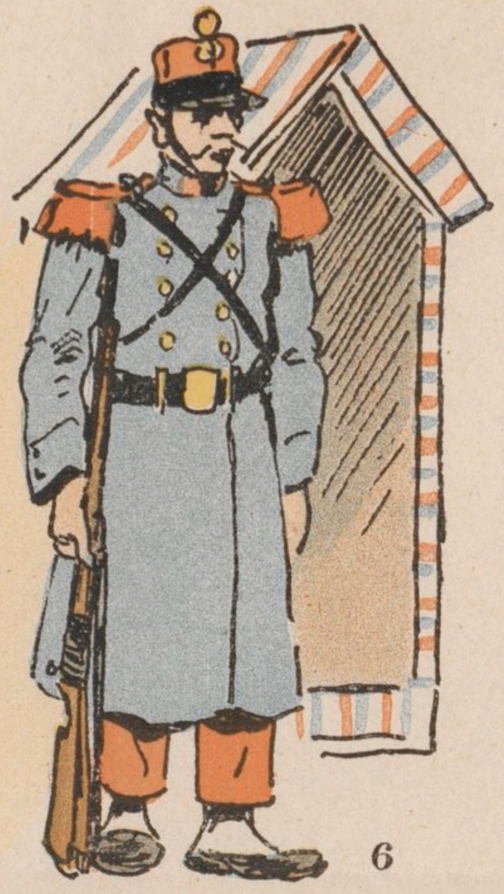


4





5



6

tement
Béra
dant q
planch
coup
bonne
fut raf
Les
Bérard
ceux a
d'influ
voudra
quinze
elles n
A cette
sonné
des me
tient l
allouai
leur co
cératio
Pour
de « so
sont de
bourge
sur Bér
cines u
Malg
végète
beauco
avec le
darmes
de l'ar
« le co
de Gen
darmes
vaillai
des C
d'épar
delles
pas un
malpro
si prod
aux ou
naît, s'
somme
de la C
Sauf
les ouv
pris le
visager
celle d'
L'ob
atteint,
un succ
import
de ce q
cette g
ouvrièr
Sans
les sol
compte
dans la
vrières

PAGE

L'I

L'escla

L'in
terre e
de l'es
vent d
à pein

Ve

plus courageux. Un prêtre, nommé Oastler, consacra toute sa vie à l'amélioration du sort des femmes et des enfants employés en fabrique. Ni persécutions, ni emprisonnement ne l'arrêtèrent dans sa croisade. Un riche *tailleur de Charing-Cross*, Francis Place, réunit pendant de longues années dans son arrière-boutique les réformateurs, les orateurs populaires, les philosophes et les membres du Parlement, et de cette arrière-boutique on dirigeait la campagne populaire et parlementaire. Il ne manquait pas d'hommes de courage défendant aussi la cause populaire dans le Parlement, entre autres le député Sadler, qui obtint du Parlement qu'on nommât une commission d'enquête parlementaire sur les conditions du travail (la Commission de Sadler), et qui, en 1832, dans sa défense de son projet de loi sur les dix heures de travail, jeta aux privilégiés de fameuses accusations; il finit son discours par ces mots passionnés : « ... On bat les enfants avec des fouets d'une fabrication spéciale. Oui, les femmes de ce pays, sans distinction d'âge, sont battues, battues comme des esclaves sur votre *libre* marché du travail ! Les malheureuses sont fouettées devant leurs compagnes de misère... je vous le dis, elles sont fouettées comme des chiens. Nous parlons avec horreur de l'emploi du fouet dans les Indes, montrons ce soir les mêmes sentiments d'indignation contre l'emploi du fouet dans nos fabriques anglaises. »

(*A suivre.*) W. Tcherkesoff.

MOUVEMENT SOCIAL

France.

La Débacle. — L'affaire Dreyfus prend une tournure de plus en plus instructive et intéressante. C'est chaque jour un nouveau morceau de l'idole militariste et patriotique qui se décolle. D'une part, apparaissent de plus en plus évidents aux yeux de tous les gens de bonne foi les machinations, les lâchetés, les mensonges et les tripotages honteux de cet Etat-major qui, jusqu'ici, avait été, pour la badauderie patriotarde, le refuge de toutes les vertus; d'autre part, les efforts déployés pour empêcher la lumière, par les gouvernements successifs qui, bien que d'étiquettes diverses, tiennent une conduite identique, justifient ce que nous avons tant de fois affirmé : que quelque drapeau qu'aient arboré, quand ils étaient de l'opposition, les gens de gouvernement, ils se trouvent forcément amenés par les circonstances et les intérêts dont ils ont la sauvegarde à agir comme leurs prédécesseurs, quand ils parviennent au pouvoir. Ce serait demander trop d'abnégation à des politiciens ambitieux que d'attendre d'eux qu'ils agissent contre leur intérêt de détenteurs de l'autorité. Quiconque a brigué le pouvoir aspire à dominer, à voir autrui se courber sous sa loi. C'est folie d'espérer qu'il ne réprimera pas toute velléité d'indépendance. Avec la meilleure foi du monde, il y verra son honneur et son intérêt engagés.

Quant à l'homme susceptible à la fois d'assez d'intelligence et de loyauté pour amoindrir bénévolement l'autorité dont il est le dépositaire, il commencera par ne pas désirer commander; il tournera le dos à la politique, comme à une chose digne du dégoût de tous les honnêtes gens.

Tous les gouvernements sont, par essence, ennemis de la liberté.

*
* *

La Grande Famille. — La grande famille s'est signalée cette semaine tout particulièrement à notre admiration. Outre les affaires des faux qu'Esterhazy, du Paty de Clam et vraisemblablement toute la bande de l'Etat-major ont ensemble manigancées, nous avons les habituelles brutalités, les assassinats et les suicides coutumiers qui constituent les incidents caractéristiques de la vie militaire.

Dernièrement, le 7e régiment de ligne en garnison à Cahors accomplissait une marche-manœuvre. La chaleur extrême avait déjà occasionné plusieurs cas d'insolation. Le médecin-major vint trouver le lieutenant-colonel et lui dit que si la marche ne cessait pas, il ne répondait plus de la vie des hommes. Le lieutenant-colonel ne voulut rien entendre et fit continuer la manœuvre, malgré le nombre croissant des cas d'insolation. C'est par « paquets de quatre ou cinq » qu'on ramassait les hommes, tandis que le lieutenant-colonel se pavanait à cheval. Le régiment, parti à 5 heures du matin, ne rentra qu'à 6 heures du soir.

On s'est contenté de donner pour la forme à cet assassin dix jours d'arrêts, c'est-à-dire dix jours de repos chez lui.

*
* *

A Bourges, une épidémie de dysenterie règne sur les 1er et 37e régiments d'artillerie. Il y a 110 malades en traitement à l'hôpital et il s'est produit cinq décès. On met cette épidémie sur le compte de l'eau. Les habitants de la ville, que n'a pas atteints l'épidémie, ne boivent donc pas d'eau ? Ou bien y a-t-il une eau spéciale pour les militaires, eau insalubre comme de juste ?

A Cherbourg, le 5e régiment d'infanterie de marine a dû évacuer son casernement par suite d'une épidémie de fièvre typhoïde. Encore l'eau, sans doute ?

*
* *

A Marseille, comme ailleurs, les officiers estiment que la population civile est à leurs ordres et n'a d'autre raison d'être que de servir de cible à leurs brutalités.

Un baigneur fatigué avait commis le crime de s'accrocher à une bouée placée près des bains militaires et destinée à servir de lieu de repos aux soldats fatigués. Un capitaine envoya aussitôt un canot pour donner l'ordre à ce pékin d'aller se reposer ailleurs. Comme ce dernier « n'obtempérait » pas assez vite : « Frappez-le ! » cria l'intéressant officier. Le baigneur dut lâcher prise sous les coups d'aviron qui lui furent administrés.

MM. les militaires auraient tort de se gêner. La bêtise populaire les a faits nos seigneurs et maîtres.

*
* *

Un soldat du 18e de ligne, en garnison à Pau, s'est suicidé d'un coup de fusil, « à la suite d'une réprimande d'un officier », dit-on.

On sait ce que sont les « réprimandes » d'officiers. Il résulte des renseignements que n'a pu empêcher l'autorité militaire que, depuis deux ans, il était en butte aux mauvais traitements de ses chefs. C'est à la suite d'une menace de prison pour avoir égaré une courroie de cuir (horrible !) que le malheureux se serait suicidé.

*
* *

Une petite statistique pour finir :

En France, la population civile présente une moyenne annuelle de 24 suicides (dont 7 de femmes) par 100.000 personnes; dans l'armée métropolitaine, cette proportion s'élève à 30, et dans les troupes coloniales, à 64.

En Italie, à vrai dire, la moyenne annuelle des suicides est, pour 100.000 militaires, de 40, en Allemagne, de 63, et en Autriche-Hongrie, de 131. Mais elle n'est que de 24 en Belgique et de 23 en Angleterre.

André Girard.

Suisse.

Voici l'épilogue honteux du drame italien où la Suisse joua le rôle de traître et de pourvoyeuse des bagnes de son seigneur le roi Humbert :

Conseil national, 29 juin.

M. *Vogelsanger* (Zürich) propose : « Le Conseil fédéral est invité à intervenir en faveur de la mise en liberté des ressortissants italiens, emprisonnés par suite de cette extradition. Il est juste que nous fassions notre possible pour atténuer la faute commise. »

M. *Manzoni* (Tessin) : « Les extrader, les livrer nous-mêmes à une autorité ivre de haine et altérée de vengeance, comme on le voit par les condamnations féroces et insensées des cours martiales, les remettre à leurs bourreaux, cela a été l'immoralité et la honte ! La République a trahi la cause des peuples pour servir celle des rois. Nous avons été ravalés au rang de gendarmes du roi. Les serviteurs du roi sont les premiers à se moquer de nous; ils nous accusent de leur avoir livré les sans-le-sou, et de garder les chèques de la révolution ; ils prétendent que nous vivons de l'exploitation de l'étranger, et nous appellent les enfants de *Guillaume-Hôtel !* »

M. *Curti* (Frisons) « rappelle que Louis-Napoléon Bonaparte, Mazzini, Melagari et bien d'autres révoltés *célèbres* ont trouvé en Suisse un asile inviolé... C'est par notre faute que des ouvriers italiens qui vivaient honnêtement sur notre sol ont été livrés aux tribunaux d'exception. L'orateur ne pourrait pas dormir s'il n'avait pas fait son possible pour obtenir la réparation du mal causé. »

M. *Favon* (Genève) réprouve les exagérations et les violences de langage (v. ci-dessus). L'orateur combat la proposition Vogelsanger qui est impraticable et indigne d'un gouvernement suisse. »

Le chef du socialisme suisse a raison. Son gouvernement et son pays cesseront d'exister le jour où la Suisse refusera aux puissances l'office de souricière internationale. A ce point de vue, la proposition Vogelsanger, Manzoni et Curti est impraticable et incompatible avec l'indignité de tout gouvernement. Quand les socialistes révolutionnaires qui vont pourrir dans les cloaques d'Humbert comprendront-ils que tout socialiste légalitaire ne peut être que le policier des libéraux et des réactionnaires ?

*
* *

Auberge de l'Europe, la Suisse est contrainte de subir les fantaisies déshonorantes de sa clientèle de touristes, d'étudiants et de Mécènes étrangers. Malheureusement le métier a ses tares. La plus répugnante est de détruire chez les mastroquets jusqu'à l'illusion d'une fausse justice. Toute action judiciaire est à base d'hypocrisie, comme ailleurs. Lorsque le voleur est pieusement apparenté, quand il a hébergé et servi tous les chefs de sectes et de partis, s'il a su faire la part de ces lions, les plus hauts magistrats facilitent son évasion, protègent sa fuite et retardent son procès. Les ennemis apparents de ces magistrats crient un peu pour leur public d'idiots, puis, soucieux de leurs cadavres, ils se taisent en chœur.

*
* *

Genève. — Au Conseil municipal (8 juillet 1898), la conseiller Christin ayant exigé qu'on publiât la liste des traitements de tous les fonctionnaires, cette proposition radicale a terrorisé l'administration et la presse radicale. Le *Genevois* a dissimulé cette proposition de son compte rendu infidèle. S'il existait un honnête homme parmi les fonctionnaires de tous pays, il exigerait cette publication à partir de 1840. M. Christin n'a pas insisté.

*
* *

Une tentative ou plutôt un commencement de mise à exécution de grève générale du bâtiment vient d'avoir lieu à Genève. Cette tentative *générale* pour le bâtiment seulement n'a pas eu de résultat appréciable pour le prolétariat.

En revanche, au point de vue de l'antagonisme existant à l'état latent entre le « gouvernement ou autorité », elle en a eu un réel.

Dès que le mouvement, purement syndical d'abord, soutenu par le parti ouvrier nuance Guesde ou social-démocrate (tous adversaires des anarchistes au Congrès de Londres), a semblé, entraîné par quelques courageux camarades, vouloir faire acte de révolution, le Conseil d'Etat radical-socialiste a mobilisé la troupe.

L'infanterie d'élite, un bataillon, la landwehr et la cavalerie, aidées de toutes les polices et de toutes les gendarmeries, ont d'abord, sous l'éternel prétexte de protéger la liberté du travail, chargé les grévistes, arrêté les anarchistes, expulsé les étrangers les plus énergiques, enfin rétabli *l'ordre*.

Nous avons là, me semble-t-il, une preuve de plus à l'appui de nos affirmations : c'est qu'un *gouvernement quel qu'il soit*, et le Conseil d'Etat (ou pouvoir exécutif) actuel n'a été nommé que grâce à l'appui des socialistes, ne peut que défendre, et ce par la force armée, les privilèges existants, c'est-à-dire propriété, salariat, autorité.

Au reste, une grève générale du bâtiment n'est, au point de vue *général*, qu'une grève partielle, et comme je crois qu'il faut essayer de profiter de l'expérience acquise, comparons les résultats obtenus dans la lutte économique par les deux dernières grèves qui viennent, dans un laps de temps assez court, d'avoir lieu en Suisse.

L'année dernière, une grève *générale* des cheminéaux était déclarée dans le nord-est de la Suisse. Les résultats acquis à côté de ceux de la grève actuelle ont été foudroyants.

— Désarroi général.

— Panique absolue de la bourgeoisie.

— Angoisse et incertitude complètes.

Enfin, acceptation par les compagnies de chemins de fer des *desiderata* des grévistes, celles-ci ayant eu devant la situation pleine d'inconnu qui se révélait la main forcée par les pouvoirs publics.

C'est que cette grève, celle des transports, était réellement, dans l'état économique actuel, un arrêt complet dans l'échange, envoi ou réception, de *tout* ce qui constitue la *vie*, un véritable arrêt de la circulation du sang dans un corps.

Celle d'aujourd'hui n'était qu'un incident.

Des patrons manquant momentanément de bras, mais sachant bien que le beau mouvement de solidarité ouvrière qui venait de se produire ne pourrait durer et attendant sans effroi et sans être lésés dans leurs intérêts (la force armée étant là pour les défendre) la fin de la crise.

Certes, et il est juste d'y revenir, il y a eu à propos de la grève actuelle un beau et magnifique mouvement de solidarité de la part des différentes corporations du bâtiment, venant, en déclarant la grève générale, essayer de peser sur les décisions prises par les patrons menuisiers et charpentiers de n'accorder aucune concession à leurs ouvriers, les premiers grévistes et les initiateurs du mouvement.

Malheureusement, résultante inappréciable !

Je conclus donc en croyant pouvoir affirmer que la *seule* grève qui puisse réellement nuire à la classe possédante est celle des *transports* (chemins de fer, bateaux, messageries, etc.).

Au reste, nos politiciens en France le sentent si bien que la loi qui vient d'être votée par le Sénat et envoyée à la Chambre tend à l'interdire.

X.

Italie.

Un dernier mot au camarade Lacchini, lequel se plaint que je n'aie pas bien compris ce qu'il avait intention d'écrire. Bon Dieu ! Il écrivait, dans le numéro 10 : « Vouloir prêcher à présent la lutte pour les libertés politiques et pour l'action syndicale pure est une tactique utopistique. Mais c'est aussi une tactique réactionnaire. »

Je ne peux pas donner aux mots la signification qu'ils n'ont pas !

Maintenant, pour le camarade Lacchini, « utopistique et réactionnaire », ce n'est plus « la lutte pour la liberté, etc. », mais la « classe ouvrière ». Ecoutez :

« J'ai soutenu que la classe ouvrière italienne était réactionnaire et utopique et qu'elle devait être remplacée par un sérieux travail d'organisation et de préparation révolutionnaires. »

Je ne comprends pas la raison par laquelle « la masse populaire » qui s'était, dans le numéro 10, formé « une conscience révolutionnaire contre les institutions qui nous régissent » soit devenue, dans le numéro 14, « utopique et réactionnaire » ; je ne comprends pas la suite logique de cette dernière affirmation, parce que je n'ai jamais connu de révolution de parti. J'avoue, comme on voit, mon ignorance.

Si la « masse populaire » est « utopique et réactionnaire », il faut essayer de la réveiller, en restant toujours à son contact, en tâchant de l'organiser ; si elle a « une conscience révolutionnaire », il faut essayer de comprendre ses besoins et ses aspirations et lutter de concert avec elle. Dans tous les cas, il faut se pourvoir de manière que, dans les prochains événements, la « masse populaire » ne soit pas seulement la cible des fusillades de l'armée.

Mais ce qui est certain, c'est que toute action révolutionnaire n'aura d'importance et d'efficacité qu'à cette seule condition : le peuple doit la comprendre et la suivre. Et pour être compris et suivis par le peuple, il faut vivre sa vie de tous les jours, ses douleurs et ses batailles : et pour le réveiller il faut exercer une action constante. Pas seulement crier à la révolution et attendre que la seule action d'un parti, tant forte soit-elle, fasse la révolution. Comme si *les coups d'Etat*, même accomplis par les révolutionnaires, avaient jamais servi à faire quelque chose de socialement important !

NINO SAMAJA (1).

Norvège.

Nous notons l'apparition de deux nouveaux journaux anarchistes norvégiens : *Fridowsveg* (Le Chemin de la Liberté), publié par Ivar Mortenson à Bergen, et *Anarkisten* (L'Anarchiste), de Kristoffer Hansteen, à Christiania.

(1) Nous insérons cette dernière réponse, mais nous pensons la discussion close ici.

Une traduction de l'excellent roman de Stepniak, *La Carrière d'un Nihiliste* (*En Nihilist*), vient d'être publiée en danois à Christiania et Copenhague, avec une préface du grand critique Georg Brandès, qui contient une admirable appréciation de ce roman, trop peu connu en France.

Une jolie traduction de la *Conquête du Pain* (*Erobringen of Brodet*), par Martin Nielsen, vient aussi d'être publiée à Bergen, avec une préface très sympathique de Georg Brandès.

CORRESPONDANCE ET COMMUNICATIONS

COLONIE LIBERTAIRE. — Au 1er août la souscription pour la colonie libertaire a produit : Total général au 1er juin, 966 fr. 20 ; reçu par les *Temps Nouveaux*, 21 fr. 15 ; directement : Lafage, 5 fr. ; Béquerelle, 10 fr. ; 6 boîtes de papier à cigarettes « le Cycliste », 15 fr. ; souscription de l'*Aurore*, 8 fr. 95 ; collecte salle du Commerce, conférence Dhorr, 6 fr. 70 ; total des collectes faites dans diverses réunions par Paul Lacour et Pastour, 25 fr. 40. Soit un total général de 1058 fr. 40.

Nous pensons nous établir près de Méry-sur-Oise, sur une propriété de la ville de Paris d'une contenance de 50 hectares ; quoique nous ayons toutes probabilités, nous ne serons exactement fixés qu'à la mi-octobre : d'ici là nous serons dans l'attente.

G. BUTAUD,
4, passage Boiton.

***

ECOLE LIBERTAIRE. — Reçu par Ardouin : Un camarade, 2 fr. ; Quête hebdomadaire d'un atelier, 4 fr. ; Camarade M., 10 fr. ; Liste Brebant : V. Brebant, 2 fr. ; A. Brebant, 0 fr. 50 ; Sarazin, 0 fr. 25 ; Montel, 0 fr. 50 ; C. Brebant, 0 fr. 25 ; G. Tournier, 0 fr. 25 ; Praget, 1 fr. ; Campeaux, 0 fr. 50 ; Charpentier, 0 fr. 50 ; Lacroix, 0 fr. 50 ; Guyot, 0 fr. 50. Total : 7 fr. 25 ; Quête hebdomadaire d'un atelier, 7 fr. 25 ; Liste Rousseau (mois d'août) : V. R., 1 fr. ; A. R., 1 fr. ; A. A., 1 fr., P. P., 1 fr. ; A. P., 1 fr. ; J. H., 1 fr. ; H. R., 5 fr. Total : 11 fr. — En tout : 41 fr. 50.

Les souscriptions sont reçues chez Ardouin, 86, rue de Cléry.

***

Un ami désirerait se procurer les nos 16, 18, 22, 42, 46 et 48 de la deuxième année de la *Révolte*, 36 et 40 de la troisième. Adresser les propositions au journal.

***

Samedi 6 août 1898, à 8 h. 1/2 du soir, salle du Commerce, 94, faubourg du Temple, conférence publique et contradictoire par Henri Dhorr.

Sujet traité : « Religion et Patrie ; Nationalisme, Antisémitisme. »

Entrée, 0 fr. 30.

***

AVIGNON. — Les camarades se rencontrent tous les samedis à 8 h. 1/2 du soir, café-bar du Palais, place de l'Horloge.

***

BORDEAUX. — Nouveau Groupe. Samedi 6 août, à 8 h. 1/2 du soir, au restaurant Charentais, boulevard Camille-Godard, à la barrière du chemin de fer du Médoc, *au Bouscat*, causerie par le camarade S. et le compagnon Antoine Antignac.

Entrée libre.

Camarades, le groupe anarchiste de Bordeaux va entreprendre une nouvelle série de conférences de quartier et de réunions à la campagne, celles-ci reprises avec plus d'ardeur, les campluchards ayant été négligés.

Il serait bon, pour l'efficace organisation de ces conférences, que les compagnons se vissent plus souvent.

Appel dans ce sens leur est adressé.

ANTOINE ANTIGNAC.

AVIS

A tout nouvel abonné d'un an qui, en plus du prix de son abonnement, nous enverra 10 francs, nous offrons les trois premières années des *Temps Nouveaux*, plus les années 4, 6 et 7 de la *Révolte*.

A ceux de six mois, anciens ou nouveaux, il leur sera envoyé les années 4, 6 et 7 de la *Révolte*, s'ils nous envoient 0 fr. 85, frais d'un colis postal.

BIBLIOGRAPHIE

Nous avons reçu :

L'Art et la Révolution, par Richard Wagner ; broch., 1 fr., *Bibliothèque des Temps Nouveaux*, Bruxelles, 51, rue des Eperonniers.

Qu'est-ce que l'art? par Tolstoï ; 1 vol., 3 fr. 50, chez Perrin, 35, quai des Grands-Augustins.

A lire :

L'Application des lois d'exception de 1893 et 1894, par Pouget, *Revue Blanche*, 15 juillet.

Plusieurs honneurs, C. Mauclair, *Aurore*, 1er août.

Trop tard, O. Mirbeau, *L'Aurore*, 2 août.

PETITE CORRESPONDANCE

A. D., Beacon. — Bien reçu votre abonnement. Votre lettre s'est croisée avec le numéro qui portait la mention : Votre abon. finit. Voilà la cause.

V., à Grenoble. — Je n'ai jamais expédié d'argent à Broussouloux.

L. M. — L'extrait du *Genevois* n'exprime qu'une opinion. La *boîte aux ordures* doit être réservée aux articles de mauvaise foi.

Régio Almicar, à Lyon. — Inutile d'insérer les âneries de ces gens, mais je vous remercie de nous avoir avertis, nous n'insérerons plus leurs convocations.

D., à Vélines. — Bien reçu l'article. Pas encore lu.

Reçu pour la colonie Butaud : R. F., 5 fr.

Reçu pour l'Ecole libertaire : F., au Mans, 3 fr. — Liste précédente : 369 fr. 75. — Total général : 372 fr. 75.

Reçu pour la Solidarité des Trimardeurs : F., au Mans, 3 fr.

Reçu pour le journal : L. B. I., 0 fr. 50. — A. A., 1 fr. ; Rod, 2 fr. ; H. R., 4 fr. En tout, 7 fr. — F. au Mans, 4 fr. — Rennes : Liste remise par K., 5 fr. — Un groupe de peintres en décor, 5 fr.

C. T. V., 0 fr. 25 ; Un barbare, 0 fr. 50 ; Voudras, 0 fr. 20 ; Un X., 0 fr. 20 ; Barbare, 0 fr. 20 ; N. N., 0 fr. 15 ; C. Q. T. V., 0 fr. 20 ; X. X. X., 1 fr. ; Un qui court, 0 fr. 25 ; Elle, 0 fr. 25 ; Un ventru, 0 fr. 25 ; V. P., Paris, 5 fr. En tout : 3 fr. 35. — Merci à tous.

W., à Genève. — J. L., à Jemeppes. — M., à Roubaix. — L., à Guerpont. — M., à Chateaumeillant. — C., à Béziers. — L., à Poitiers. — M., à Avignon. — D., à Saint-Quentin. — C., à Reims. — B., à Saint-Victurnien. — R., à Gand. — H., à Vienne. — C., à Fives. — R., à Tournai. — D., à Charleroi. — O. B., à Haine-Saint-Pierre. — N., à Toulouse. — L., à Saint-Jean-du-Pin. — Reçu timbres et mandats.

En vente à nos bureaux :

Groupes E. S. R. I.

Réformes et Révolution	0.20
L'Individu et le Communisme	0.20
Pourquoi nous sommes internationalistes	0.20
Misère et Mortalité	0.20
Les Anarchistes et les Syndicats	0.20

Sous presse :

Le Rôle et les formes de la propagande socialiste, par P. Lavroff (traduit du russe).

Sous presse :

La Morale, par P. Kropotkine	0.15
A mon frère le paysan, par E. Reclus	0.10

AUX AMIS

Une campagne de pression est, en ce moment, menée contre la presse indépendante ; nombre de libraires intimidés refusent de prendre nos journaux. Prière à ceux qui s'intéressent à notre propagande de faire la contre-partie, en le réclamant partout où ils ne le verront pas en vente.

Les **TEMPS NOUVEAUX** sont en vente

à Avignon

Chez Laget, 78, rue des Infirmiers. — Le vendeur porte à domicile.

à Limoges

Kiosque place Denis Dussoubs.
— place Jourdan.

Le Gérant : DENÉCHÈRE.

PARIS. — IMP. CH. BLOT, 7, RUE BLEUE.